# Ben White : La vÃ©ritÃ© sur les dÃ©molitions en Cisjordanie

## Description

Chasser les Palestiniens de la zone C facilitera son annexion Ã  IsraÃ«l dans lâ??avenir

09 fÃ©vrier 2015,par Ben White, journaliste free lance, Ã©crivain et militant spÃ©cialisÃ© sur Palestine/IsraÃ«l

1891286c8b2b43f1a9a302224a528613_18

James Rawley, reprÃ©sentant officiel de lâ??ONU a exhortÃ© IsraÃ«l Ã  cesser de dÃ©molir les constructions palestiniennes, Ã©crit White (Reuters)

Le journal britannique Daily Mail a publiÃ© la semaine derniÃ¨re en exclusivitÃ© des affirmations selon lesquelles lâ??UE Â« finance des projets de construction illÃ©gaux en Cisjordanie Â», en rÃ©fÃ©rence aux constructions palestiniennes auxquelles les autoritÃ©s israÃ©liennes dâ??occupation nâ??accordent pas de permis.

Les accords dâ??Oslo, systÃ©matiquement violÃ©s par IsraÃ«l de faÃ§on rÃ©pÃ©tÃ©e, Ã©taient censÃ©s gÃ©rer une Â« pÃ©riode de transition Â» devant prendre fin en 1999. Selon les termes des accords, environ 60% de la Cisjordanie, appelÃ©s Â« Zone C Â», sont aujourdâ??hui sous autoritÃ© israÃ©lienne.

Lâ??article soutient quâ??en aidant les Palestiniens Ã  construire des bÃ¢timents Â« non autorisÃ©s Â» par IsraÃ«l, lâ??UE Â« agit illÃ©galement Â». Pour autant, cet argument nÃ©glige le droit international, brouille la rÃ©alitÃ© actuelle du terrain et sert Ã  promouvoir un agenda inquiÃ©tant.

Les accords dâ??Oslo

Tout dâ??abord, les accords dâ??Oslo nâ??ont rien changÃ© Ã  lâ??applicabilitÃ© de la QuatriÃ¨me Convention de GenÃ¨ve (CGIV) sur les territoires Palestiniens OccupÃ©s. Ainsi que lâ??a dit le Journal du Droit International de Harvard en 2003 : Â« Dans la mesure oÃ¹ les accords dâ??Oslo sont en conflit avec les exigences de la CGIV, la seconde prÃ©vaut en matiÃ¨re de droit international Â».

Par ses saisies de terres, son entreprise dâ??Ã©tablissement de colonies, son rÃ©gime lÃ©gal discriminatoire et son mur de lâ??apartheid, IsraÃ«l sâ??est rendu coupable de graves violations du droit international dans les TPO depuis des dÃ©cennies.

Le caractÃ¨re illÃ©gal des colonies, par exemple, est la position dÃ©fendue par la Cour Internationale de Justice, le Conseil de sÃ©curitÃ© et lâ??AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale de lâ??ONU ainsi que des hautes parties contractantes Ã  la CGIV.

En ce qui concerne la dÃ©molition de maisons en zone C, IsraÃ«l viole lâ??article 49 (qui prohibe les transferts forcÃ©s) et lâ??article 53, qui prohibe la destruction de propriÃ©tÃ©s sauf lorsque Â« elles sont rendues absolument nÃ©cessaires par des opÃ©rations militaires Â».

Ã?tant donnÃ©, comme lâ??avance Human Rights Watch : Â« quâ??il semble que le seul but Â« de ces dÃ©molitions Â« soit de chasser des familles hors de leurs terres Â», alors câ??est Â« un crime de guerre Â».

ArrÃªt des dÃ©molitions

Le principal avis juridique citÃ© par le Mail est celui dâ??Alan Baker qui est, le journaliste Jake Wallis a omis de le mentionner, lui-mÃªme un colon israÃ©lien. Son parcours comporte un travail pour la lÃ©galisation des postes avancÃ©s non autorisÃ©s et une participation au ComitÃ© LÃ©vy du dÃ©ni de lâ??occupation. Baker attaque lâ??UE sur la base du fait quâ??elle est Â« signataire Â» des accords dâ??Oslo, aprÃ¨s avoir avancÃ©, le mois dernier, quâ??IsraÃ«l devrait dÃ©clarer que les accords dâ??Oslo sont Â« dÃ©sormais invalides. Â»

Ensuite, quelle est la rÃ©alitÃ© du terrain aujourdâ??hui ? En janvier, James Rawley, reprÃ©sentant officiel de lâ??ONU, a exhortÃ© IsraÃ«l Ã  stopper les dÃ©molitions de constructions palestiniennes, notamment celles Â« fournies par la communautÃ© internationale pour soutenir les familles vulnÃ©rables Â».

Sa dÃ©claration a fait Ã©tat de la faÃ§on dont, en 2014, les autoritÃ©s israÃ©liennes ont dÃ©truit 590 bÃ¢timents appartenant Ã  des Palestiniens dans la Zone C et dans JÃ©rusalem Est en dÃ©plaÃ§ant 1 177 personnes.

Sous le contrÃ´le israÃ©lien, Â« moins dâ??un pour cent de la Zone C a Ã©tÃ© rÃ©servÃ© Ã  la construction palestinienne â?? la plupart Ã©tant dÃ©jÃ  bÃ¢tie Â». Cette Â« manipulation intentionnellement discriminatoire des rÃ¨gles concernant la construction et le zonage Â» selon les termes des Rabbins pour les Droits Humains, est Â« faite pour rendre pratiquement impossible aux Palestiniens de la Zone C (ou de JÃ©rusalem Est) de construire lÃ©galement.

Des refus de permis de construire

Les statistiques le confirment. Un rapport de lâ??ONU de 2008 rÃ©vÃ©lait quâ??au cours des sept annÃ©es prÃ©cÃ©dentes, IsraÃ«l avait refusÃ© 94% des permis de construire dÃ©posÃ©s par des Palestiniens dans la Zone C.

Les chiffres officiels israÃ©liens montrent que sur 1 426 demandes dâ??amÃ©nagement prÃ©sentÃ©es par des Palestiniens de la Zone C de 2007 Ã  2010, 106 seulement ont Ã©tÃ© approuvÃ©es sur lesquels seuls 64 permis ont Ã©tÃ© donnÃ©s â?? mÃªme pas 5% du total.

Quel est finalement lâ??agenda promu ici ? Regavim est dÃ©crite dans le Mail, Ã  partir de son site en anglais, comme Â« une ONG Ã  droite du centre, un institut de recherche professionnel indÃ©pendant et un think tank de planification politique Â», qui vise Ã  assurer un usage responsable, lÃ©gal et redevable des terres nationales dâ??IsraÃ«l Â».

Sur le site en hÃ©breu nÃ©anmoins, Regavim se vante de combattre une Â« prise de contrÃ´le Â» par des Â« Ã©lÃ©ments hostiles Â» â?? une rÃ©fÃ©rence aux Palestiniens quâ??ils cherchent Ã  chasser de leurs maisons et de leurs terres.

Regavim veut aider Ã  Â« conserver lâ??emprise physique Â» dâ??une majoritÃ© juive Â« sur la terre du pays Â» et Â« dÃ©velopper et prioriser lâ??agriculture juive et lâ??occupation du territoire Â». Ari Briggs, auteur de rapports et directeur international de Regavim, a dÃ©clarÃ© franchement lors dâ??un interview en 2013 : le groupe Â« garde la terre juive dans des mains juives Â».

Acteurs politiques significatifs

Il y a aussi, plus largement, un lien entre Regavim et des acteurs politiques significatifs en IsraÃ«l. Un des Â« objectifs Â» du systÃ¨me de planification discriminatoire dâ??IsraÃ«l est, selon les termes de Bâ??Tselem, lâ??ONG israÃ©lienne de droits humains, de chasser les Palestiniens hors de la Zone C, en partie au moins pour faciliter sa future annexion par IsraÃ«l Â».

On peut trouver des partisans dâ??une Â« annexion totale et unilatÃ©rale Â» de la Zone C dans le Likoud et La Maison Juive â?? dont le ministre actuel de lâ??Ã©conomie, Naftali Bennett. DiffÃ©rents types dâ??annexion sont de plus en plus discutÃ©s â?? certains modÃ¨les nÃ©cessitent lâ??expulsion des Palestiniens et tous ignorent ou rÃ© Ã©crivent les principes du droit international.

Lâ??ironie de ces efforts pour minorer le soutien de lâ??UE aux villages palestiniens vulnÃ©rables, câ??est que lâ??Europe finance de graves violations du droit international â?? celles perpÃ©trÃ©es par IsraÃ«l.

La complicitÃ© de lâ??UE avec les crimes de guerre dâ??IsraÃ«l via des contrats commerciaux et autres accords, est la source de protestations croissantes de la part des Palestiniens, des groupes de la sociÃ©tÃ© civile, et de dÃ©putÃ©s europÃ©ens eux-mÃªmes.

Heureusement, ceux-lÃ  sont susceptibles de gagner de vitesse les interprÃ©tations juridiques concoctÃ©es par les colons et leurs alliÃ©s

Traduction SF pour lâ??Agence Media Plaestine

Source: Al Jazeera

**date crÃ©Ã©e**
2015/02/17